

L'Europe du Centre - Est en 2007 : les limites du national populisme

Jacques Rupnik

► **To cite this version:**

Jacques Rupnik. L'Europe du Centre - Est en 2007 : les limites du national populisme. Etudes du CERI, 2007, pp.14-17. hal-01021883

HAL Id: hal-01021883

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01021883>

Submitted on 28 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Europe du Centre-Est en 2007 : les limites du national-populisme

par Jacques Rupnik

L'échec du nationalisme antieuropéen en Pologne

Jamais depuis les premières élections libres de juin 1989, un scrutin polonais n'avait suscité autant d'intérêt dans le pays comme dans toute l'Europe. Les résultats des élections anticipées du 21 octobre 2007 furent une défaite du gouvernement des frères Kaczynski et de leur parti Droit et Justice (PiS) avec 32 % des voix, et une victoire nette de l'opposition libérale de la Plateforme civique (PO) qui en obtint 41 %. Donald Tusk, son leader et nouveau Premier ministre, se fixa d'emblée pour objectif de « rétablir la Pologne au cœur de l'Europe ».

Comment interpréter les résultats ? S'agit-il d'abord d'un changement de style ou bien est-ce l'orientation profonde de la politique polonaise ? Et quelles en sont les implications pour la politique européenne ?

En septembre 2005 les Kaczynski avaient décrit leur victoire comme celle de la « Pologne solidaire » sur la « Pologne libérale ». Ils formèrent une coalition avec deux partis extrémistes, nationalistes et anti-européens, la Ligue des familles polonaises (LPR) et Autodéfense (Samoobrona). Pendant deux ans, le ressort principal de la politique du gouvernement fut une stratégie de la tension permanente, la polarisation à l'intérieur et l'adversité à l'extérieur. L'ennemi intérieur, c'étaient les élites libérales de centre gauche ou de centre-droit qui avaient mené à bien la transition jusqu'à l'adhésion à l'Union européenne. Le double instrument pour les combattre se trouvait tant dans la lutte contre la corruption que dans la décommunisation (nouvelle loi de « lustration » proposée en 2007, mais jugée non conforme à la Constitution par la Cour constitutionnelle). L'adversaire extérieur, c'étaient d'abord l'Allemagne et l'Union européenne (perçue précisément comme l'habillage des intérêts allemands) et la Russie.

Cette page semble désormais tournée grâce à la mobilisation électorale des jeunes. La participation en octobre 2007 a été de 54 %, contre 41 % seulement lors des élections précédentes de 2005. La jeune génération (moins de 25 ans) a voté à 55 % pour la Plateforme et à 24 % seulement pour le PiS. Au contraire, 41 % des électeurs de plus de 60 ans ont choisi le PiS et 28 % le PO. Au-delà du clivage générationnel, on retrouve ceux, apparus dès 2005, entre une Pologne urbaine et rurale, et entre une Pologne occidentale et orientale. La Plateforme civique puise la grande majorité de ses électeurs dans la Pologne urbaine, occidentale et au niveau d'éducation plus élevé, alors que le PiS a son assise dans une Pologne rurale (de petits propriétaires) dans la partie orientale du pays dont les électeurs sont plus pauvres et d'un niveau d'éducation inférieur.

La défaite du national-populisme confirme donc une bipolarisation du champ politique avec cette particularité qu'il s'agit d'une bipolarisation entre une droite libérale et une droite conservatrice. La gauche démocratique (LiD), alliance nouvelle des ex-communistes et des ex-dissidents (!), est éclipsée avec 13 % : l'électorat de gauche a voté utile pour faire échec au PiS. L'autre fait marquant est l'échec des deux partis extrémistes membres de la coalition gouvernementale, la LPR et Samoobrona, qui n'ont pas atteint le seuil nécessaire pour entrer au Parlement. Les frères Kaczynski avaient refusé en 2005 l'idée d'une coalition avec la Plateforme civique au profit d'une coalition avec les ultras. Le rejet des alliances avec l'extrémisme europhobe a amplifié la victoire des libéraux.

Dans quelle mesure l'alternance au pouvoir annonce-t-elle non seulement un changement de style, mais aussi un changement d'orientation politique ? Donald Tusk a d'emblée annoncé sa volonté de « réconcilier » les Polonais après la polarisation aiguë des deux dernières années, et d'adopter un ton plus conciliant avec les partenaires européens. Les Kaczynski avaient tenté de mener de front une politique à la fois anti-européenne, anti-allemande et anti-russe. On ne peut qu'escompter un

infléchissement sur les trois fronts. La Pologne va ratifier le traité « simplifié » de l'Union européenne, y compris sa charte des droits fondamentaux. Les Kaczynski donnaient nettement la priorité aux relations avec Washington sur les relations avec Bruxelles. La Plateforme promet une position plus équilibrée. Plus ferme avec Washington (avec le retrait du contingent polonais d'Irak et la volonté de tirer le maximum de contreparties du bouclier antimissile), plus accommodant avec l'UE : pourquoi affronter une institution qui fournit à la Pologne 75 milliards d'euros pour la période budgétaire actuelle, quand plus de 80 % des Polonais se disent satisfaits que leur pays en fasse partie ? Autre infléchissement attendu : à la différence de ses prédécesseurs, Donald Tusk promet l'adhésion à l'euro dans les cinq ans.

Il n'est pas certain cependant que le changement soit aussi marqué. Rappelons que ce sont les libéraux qui avaient lancé le slogan « Nice ou la mort », refusant de céder sur la réforme des institutions. Sur le fond, le nouveau gouvernement ne changera pas l'objectif d'affirmation de la Pologne au sein de l'Union. L'administration Bush a fait du pays le leader régional de la « nouvelle Europe ». Le gouvernement cherchera à garder ce statut dans le cadre de la nouvelle administration américaine attendue après les élections présidentielles de 2008. Il souhaite également introduire la *flat tax* dès que possible. Si tel était le cas, après l'adoption de cette dernière par la Slovaquie et la République tchèque, l'Estonie et la Roumanie, on verrait une zone *flat tax* en Europe du Centre-Est qui sonnerait le retour d'une zone de compétition fiscale au sein de l'UE, ce qui ne manquerait pas de tendre les relations avec certains anciens membres de l'Union.

Le cas de la Pologne illustre la poussée populiste à laquelle on assiste dans plusieurs pays membres depuis leur adhésion à l'Union européenne en 2004. Il y a là une remise en question du consensus des élites sur les contraintes de la période de transition de la décennie passée, et une réaction de décompression après l'adhésion. Mais le cas polonais suggère aussi ses limites : l'UE fournit un cadre institutionnel et politique aux poussées populistes qui peuvent être déstabilisantes, mais restent contenues.

Le retour des nationalistes en Slovaquie

La Slovaquie fournit l'autre exemple qui permet d'illustrer cette hypothèse. Le parallèle avec la Pologne concerne la constitution à l'été 2006 d'une coalition entre le parti populiste de gauche du Premier ministre Robert Fico, Smer (Direction), avec deux partis nationalistes radicaux : le HZDS de Vladimir Meciar et le Parti national slovaque (SNS) de Jan Slota (l'équivalent du Front national en Slovaquie). Un an plus tard, on assiste à une escalade verbale en passe de déboucher sur une crise sérieuse des relations entre la Slovaquie et la Hongrie. Tout commence en août 2007, lors d'un remaniement à la tête du parti de la minorité hongroise en Slovaquie (SMK) et du remplacement d'un leader modéré, Bela Bugar, par un radical, Pal Csaky. Ce dernier déclare d'emblée qu'il exigera le dédommagement des Hongrois spoliés au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale par l'adoption des décrets Benes de 1945, concernant la nationalisation des biens allemands et hongrois en Tchécoslovaquie. Le parlement slovaque adopte en septembre 2007 une résolution unanime (à l'exception du parti de la minorité hongroise) affirmant que les décrets sont intouchables. Le président hongrois Laszlo Solyom déclare alors que le parlement slovaque vient de donner une « claque » aux Hongrois, et la classe politique hongroise proclame le boycott des contacts officiels avec la Slovaquie. Cela n'empêche pas le président Solyom de se rendre en visite privée en Slovaquie et d'y réitérer ses critiques lors d'une réunion publique à Komarno. La présidente du parlement de Budapest, Katalin Szilli, en visite privée également, fait une déclaration publique analogue. Dans les deux cas, le leader de la minorité hongroise de Slovaquie est présent aux côtés des orateurs. Le Premier ministre slovaque réplique qu'il « refoulera le président hongrois dans l'espace qui lui revient ». Son allié dans la coalition, Jan Slota, n'est pas en reste dans cet échange d'amabilités lorsqu'il assène que les Hongrois ont été pires que les Allemands pendant la guerre !

Les sources de la crise sont à chercher dans la situation politique interne des deux pays. En Slovaquie, la présence de deux partis nationalistes dans la coalition gouvernementale donne le ton et fait qu'il n'est pas question pour le Premier ministre de laisser le terrain à ces deux alliés et néanmoins rivaux. En Hongrie, le gouvernement est affaibli par les aveux de mensonge du Premier ministre Ferenc Gyurcsanyi et par les campagnes incessantes de l'opposition national-conservatrice de Viktor Orbán réclamant sa démission (depuis l'automne 2006). Sur la défensive, Gyurcsanyi et son gouvernement compensent leur faiblesse interne par la vigilance et la surenchère dans le soutien à la minorité hongroise.

Le ministre slovaque des Affaires étrangères, Jan Kubis, comme son homologue hongrois, est resté très modéré, mais déplore ne déceler aucune volonté politique de maîtriser les passions nationalistes. Dans le doute on s'en remet implicitement à l'Union européenne qui n'a pas pris encore la mesure du danger que représente la crise, non seulement pour les relations bilatérales, mais pour la philosophie même du projet européen sensé désamorcer les conflits nationalistes par l'interdépendance et le projet partagé de l'intégration européenne.

Les cas polonais et slovaque amènent à formuler deux observations de portée plus générale pour la politique centre-est européenne. Les poussées populistes sont une réaction au consensus des élites sur les priorités de la transition à l'économie de marché et les contraintes qu'implique l'adhésion à l'Union européenne. Elles peuvent amener au pouvoir des partis nationalistes radicaux avec le dilemme suivant pour les frères Kaczynski en Pologne et Robert Fico en Slovaquie : comment récupérer les électeurs des partenaires extrémistes de la coalition (en récupérant leurs thèmes et leur discours) sans dépasser les limites qu'impose l'appartenance à l'UE ? La perspective européenne a été un facteur de modération des conflits politiques dans la phase de pré-adhésion. Mais l'appartenance à l'Union peut avoir un double effet face aux poussées du populisme : dans le contentieux entre la Slovaquie et la Hongrie, elle semble donner aux protagonistes un sentiment de sécurité qui libère leur agressivité verbale et contribue à l'escalade. En Pologne le facteur européen semble avoir contribué à fixer les limites institutionnelles et politiques des stratégies populistes.

Première partie

Les nouveaux membres de l'Union européenne